



Santiago, le 21 août 1981

R.P. no 6 - MY/bp

an						a/a
Datum						28.8
Visa						47
EDA						28. Aug. 1981
Ref. p. A. 21. 31.						<i>Santiago</i>

Création d'un parti unique et répression
des dissidents politiques au Chili

Le Chili se trouve présentement, en principe, dans une période de transition. Conformément à la Constitution politique adoptée par plébiscite le 11 septembre 1980, tant le Président de la République que le Congrès national, à savoir la Chambre des députés et le Sénat, devraient être élus librement à la fin de la décennie. A cet effet, il apparaîtrait naturel que peu à peu soit levée l'interdiction absolue de toute activité politique qui régit le pays, notamment en ce qui concerne l'existence des partis. De nombreux milieux chiliens en manifestent en tout cas le désir. Paradoxalement, l'initiative a été prise à cet égard par la tendance politique qui se veut la plus proche du gouvernement militaire actuel. Un journaliste de Santiago, Federico Willoughby, qui fut le secrétaire de presse de la Junte militaire après le coup d'Etat, reprit récemment une idée - qui avait été vaguement esquissée naguère par le général Pinochet lui-même - tendant à la création d'un mouvement civico-militaire comme parti unique de gouvernement. On ne saurait accuser son auteur d'avoir été trop précis dans la formulation de son concept. Néanmoins cette idée de parti unique où tous les milieux qui appuyent la ligne actuelle du gouvernement auraient dû trouver leur place, ne trouva grâce ni dans l'opinion publique, ni dans les moyens de communication de masse. Sa similitude avec certaines figures politiques prises dans les démocraties dites populaires saute aux yeux. La réaction fut vraiment négative. J'ai eu à ce propos l'occasion de m'en entretenir en privé avec deux hautes personnalités, intimes du général Pinochet. Toutes deux rejettent un tel mouvement unique et estiment que le Chili ne peut que retourner à la vie démocratique pluraliste, étant toutefois bien entendu que les partis marxistes ou totalitaires resteront définitivement proscrits. Le Gouvernement lui-même, par une déclaration du Ministre de l'intérieur, se distança de cette initiative - elle ne fut peut-être qu'un ballon d'essai - et réaffirma que toute activité politique, même favorable au gouvernement, demeure interdite.

./.

Cet incident semble provisoirement clos et son protagoniste s'en tire tout au plus avec une rebuffade. En revanche, comme vous l'avez appris par la presse, quatre personnalités politiques chiliennes - des anciens ministres et le président de la Commission chilienne des droits de l'homme - ont été expulsés de leur propre pays le 11 août. On peut s'imaginer la cruauté d'une telle décision, exécutée en l'espace de quelques heures à peine, chassant des personnes de leurs familles, de leurs activités et les mettant en exil pour une durée indéterminée. Au demeurant, n'est-il pas de pire violation des droits de la personne humaine que de l'expulser de son propre pays ? Il conviendrait dès lors de s'attendre à ce que le crime qu'ils ont commis soit abominable. Or en fait, ils ont tout simplement signé une déclaration par laquelle ils se solidarisaient en compagnie d'autres personnes avec deux délégués syndicalistes qui se trouvent actuellement en prison pour s'être arrogé une représentativité qu'ils ne possédaient pas. La peine est donc de toute évidence sans commune mesure avec la faute commise, s'il y en a une. En dépit de l'apathie du peuple chilien, toutes les voix raisonnables et objectives que ce pays compte encore se sont élevées contre cette décision aussi déconcertante par son exagération que par sa stupidité, selon l'opinion qui prévaut dans le corps diplomatique ici. L'ancien président de la République Frei, l'épiscopat chilien avec sa tête le cardinal-archevêque de Santiago Silva, le collège des avocats ont immédiatement protesté. Les trois ambassades scandinaves, les Etats-Unis eux-mêmes par l'entremise du porte-parole du Département d'Etat ont réaffirmé leur appui à la dissension politique pacifique au Chili, alors que trois jours avant à peine, une visite à Santiago de l'ambassadrice américaine aux Nations Unies, Mme Kirkpatrick, était venue confirmer d'une manière spectaculaire le revirement de Washington à l'égard des régimes sud-américains autoritaires. Le plus frappant peut-être est un éditorial publié aujourd'hui même dans le journal les plus écouté au Chili, soit le Mercurio, et signé par un partisan résolu du gouvernement, Alvaro Bardón, ex-directeur de la Banque centrale. Bardón, qui est à l'origine de la politique économique libérale du Chili et qui d'habitude encense tout ce que fait le gouvernement, parle cette fois d'un châtement exagéré, sans bases objectives, dont le coût est élevé et les avantages douteux.

Ce tollé de protestations ne changera rien à la situation, j'en suis convaincu. Le général Pinochet est un militaire têtu qui, lorsqu'il commet des erreurs, n'a pas coutume ni de les reconnaître, ni de les réformer. Le malheur est en définitive que chaque fois que le Chili bénéficie de circonstances favorables - et cela semblait se réaliser avec l'attitude

- 3 -

beaucoup plus conciliante, voire compréhensive, du Président Reagan à son égard - un incident de ce genre réduit à néant les efforts accomplis et rétablit la situation d'isolement qu'a en fait connu le Chili depuis 1973.



Moret

(Moret)